

## Une action originale, l'association Académie François Bourdon

Yvan Kharaba

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Kharaba Yvan. Une action originale, l'association Académie François Bourdon. In: La Gazette des archives, n°213, 2009. Les archives, patrimoine et richesse de l'entreprise. pp. 157-164;

[http://www.persee.fr/doc/gazar\\_0016-5522\\_2009\\_num\\_213\\_1\\_4544](http://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2009_num_213_1_4544)

---

Document généré le 15/03/2017

# Une action originale, l'association Académie François Bourdon

Yvan KHARABA

Lorsque j'interviens dans des formations archivistiques auxquelles je suis associé, je propose toujours à mes étudiants un petit rétrospectif historique de l'archivistique d'entreprise dans laquelle, pour simplifier ici, on identifie trois grands mouvements.

Une première phase qui va jusqu'à la Seconde Guerre mondiale où on trouve dans certains grands groupes industriels une véritable gestion organisée des archives y compris des archives historiques. C'est par exemple le cas pour la société Schneider, qui, en 1913, a mis en place un service particulier pour la gestion des archives et des bibliothèques du groupe. Ce service basé au Creusot, avait en charge la gestion ou l'aide à la gestion de ce que nous appelons aujourd'hui les archives intermédiaires ; il a aussi mis en place une gestion organisée des archives historiques.

La seconde phase débute après la Seconde Guerre mondiale : elle correspond globalement aux Trente glorieuses. Dans cette période de forte croissance économique, marquée en France par le développement de grands programmes d'équipements et d'infrastructure, la gestion des archives industrielles s'est faite à minima. L'entreprise s'est contentée de gérer les documents nécessaires à son bon fonctionnement, je pense particulièrement pour les entreprises industrielles aux documents techniques.

La troisième phase est celle dans laquelle nous nous trouvons : elle a commencé doucement à la fin des années 1970, au moment de ce que nous appelons le début de la désindustrialisation et son cortège de crises. Face à la fermeture des grands sites industriels, la question de leur mémoire s'est posée. Nous avons alors assisté à un renouveau de l'intérêt pour la mémoire d'entreprise et des archives d'entreprises, à l'extérieur de l'entreprise à travers des structures comme celle que je dirige et en interne à travers la mise en place de service d'archivage spécifique.

Aujourd'hui, il me semble que nous sommes entrés dans une nouvelle phase et ce colloque est là pour en témoigner. Même s'il reste encore beaucoup à faire pour que les entreprises soient plus nombreuses à reconnaître leurs archives comme un patrimoine et une richesse, comme le souligne Henri Zuber et Marie-Andrée Corcuff, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à prendre conscience que l'archivage constitue une fonction stratégique.

L'association que je dirige a été créée dans la troisième phase au moment de la grande crise des années 1980. Issue de l'industrie, elle a tissé des relations particulières avec les milieux industriels. Je vous propose d'interroger l'évolution de ces relations. Pour ce faire, nous nous questionnerons sur ces relations dans la phase de création de l'association. Comment les industriels ont accompagné la fondation de l'Académie François Bourdon, et ses premières années de fonctionnement ? Dans une seconde phase nous analyserons les relations que nous avons aujourd'hui avec les milieux industriels. Mais auparavant, je vous propose une courte présentation de l'Académie François Bourdon pour vous permettre de contextualiser mes propos.

## L'Académie François Bourdon

---

Association du type loi 1901, l'académie François Bourdon a été créée en 1985 par des anciens du groupe Creusot-Loire, filiale de Schneider SA. Cette année là, au moment de la liquidation de Creusot-Loire, un groupe d'anciens cadres et techniciens se préoccupent de la sauvegarde des archives de la société qui referment non seulement les archives produites entre 1970 et 1985, mais aussi les fonds plus anciens produits depuis la création de la société Schneider en 1836. Quelques documents portent même sur la période précédente depuis le début de la fonderie royale et de l'histoire de la métallurgie au Creusot, en 1782.

Le rôle des bénévoles pour la sauvegarde de ces archives a été important. Ce sont eux qui ont fait un premier inventaire des archives qui se trouvaient alors dans différents bâtiments du site industriel. Une fois cet inventaire réalisé, les bénévoles fondateurs ont obtenu le dépôt des archives à l'académie François Bourdon. Dans le même temps, le groupe Schneider SA

mettrait à disposition de l'association un bâtiment situé sur le site prestigieux du château de la Verrerie au Creusot. Parallèlement, Framatome nous donnait un bâtiment, situé au centre du Creusot à quelques 100 mètres du premier, dans lequel nous conservons aujourd'hui les archives historiques plus récentes, dont les derniers versements de Schneider Electric industries SA. Le fonds initial est d'une richesse extraordinaire. Il comprend environ 3 000 m linéaires de dossiers et registres, 80 000 photographies, 100 000 plans. Il faut y adjoindre aussi une bibliothèque historique spécialisée en science et technique, d'environ 30 000 volumes. Enfin, n'oublions pas la collection des objets et maquettes, soit environ 750 pièces. L'ensemble de ce fonds a été classé « archives historiques », en 1989 par Jack Lang alors ministre de la Culture<sup>20</sup>. Parallèlement, l'association est reconnue d'intérêt général à caractère scientifique.

L'intérêt des archives de la société Schneider n'est plus à démontrer : elles offrent aux chercheurs une masse de documents très diversifiée. Cela s'explique en partie par la longue période que couvrent nos fonds, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui, comme sans doute à la haute technicité des productions réalisées. Les contraintes liées au maintien d'un haut niveau technique se traduisent sur le plan archivistique par une masse importante de documents sur les équipements industriels et les productions, dont un grand nombre de plans.

L'histoire sociale, est aussi bien présente à travers, à la fois, l'approche des différents groupes humains qui composent l'entreprise (dirigeants, ingénieurs, techniciens, ouvriers), l'histoire du travail des femmes, des enfants ou des étrangers et de la relation de tous au cœur d'un système social parfois original comme le système paternaliste « schneiderien ».

Depuis le versement initial, l'académie a reçu plusieurs autres fonds d'archives de particuliers ou de sociétés. À ce jour, nous comptons environ 250 nouveaux dépôts ou dons, parmi lesquels les archives historiques de la Société Schneider Electric industries SA avec notamment les archives des anciens groupes de fabrication de matériels électriques La Télémechanique et Merlin-Gérin. Un accord tripartite entre nous, le groupe Schneider Electric

20• Il y a peu de fonds d'archives classées, environ 35 contre plus de 1500 pour les bâtiments. Parmi ces fonds, très peu sont des archives d'entreprises industrielles. Exemple de fonds d'archives classées : Papiers d'Achille Flammarion (astronomes), Hachette avec l'ensemble des ouvrages édités depuis la création d'Hachette, archives du château de Maintenon, les imageries d'Épinal, etc.

SA et les Archives nationales fait que nous conservons la série 187 AQ et le fonds du siège social qui étaient déposés par Schneider Electric aux Archives nationales. Parmi les archives historiques que nous gérons je souhaite citer aussi celles du syndicat patronal aujourd'hui bien connu de tous, de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgiques (UIMM) ou encore celles que nous a versé Gaétan Carnot, Président de la fondation Carnot et héritier de la célèbre famille dont sont issus Lazare Carnot, Général, Ministre et co-fondateur de l'école Polytechnique, son fils Sadi François bien connu des physiciens, qui a travaillé sur la thermodynamique et à qui on doit le principe de Carnot, son frère Hippolyte Carnot, ministre de l'Instruction Publique sous la Seconde République et le fils de ce dernier Sadi Carnot, président de la République assassiné à Lyon en 1894. Un des derniers fonds que nous venons de prendre en charge est celui du syndicat de salariés des mines de Montceau-les-Mines. Constitué, au moment des grandes grèves de 1898, ce syndicat est devenu le syndicat CGT des Mineurs de Montceau-Les-Mines. Avec la fermeture des mines, son activité s'est fortement réduite mais soucieux de la mémoire de leur organisation les derniers membres actifs du syndicat nous ont confié la gestion de leurs archives, dont les plus anciennes remontent à la constitution du syndicat.

L'ensemble des fonds historiques que nous conservons aujourd'hui représente un volume d'environ 6 500 ml de dossiers, 420 000 clichés photographiques, 150 000 plans et une bibliothèque technique riche de 40 000 volumes. Outre ces archives, soulignons que nous gérons aussi une importante collection d'objets issus du musée Schneider constitué à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou encore issu du musée créé dans les années 1970 par la société grenobloise de matériels électriques Merlin Gerin. Ces collections, là encore originales, confèrent à l'association que je dirige une dimension muséographique forte qui a incité madame la Directrice des Musées de France à nous conseiller de prendre l'appellation « Musée de France. »

## Les industriels partenaires de la création de l'Académie François Bourdon

---

Les relations de l'Académie François Bourdon avec le milieu industriel ont toujours été très fortes, n'oublions pas que l'association est née de l'industrie, qu'elle a été fondée par d'anciens industriels. Mais ces relations

ont fortement évolué depuis 1985. Nous sommes passés d'un mécénat que je qualifierais d'amitié à un mécénat d'objectifs doublé d'une prestation de gestion. Au moment de la création de l'Association, son président fondateur, Georges Charnet qui était aussi le dernier directeur des usines creusotines du groupe Creusot-Loire, s'est appuyé sur son réseau d'amitiés pour doter l'Académie François Bourdon des moyens nécessaires à son fonctionnement. Au sein de la société Schneider, il était en relation étroite avec le directeur juridique du groupe, qui en tant qu'ancien de la société Schneider était convaincu de l'importance de la gestion des archives historiques de son entreprise à un moment où son groupe redéployait ses activités et intégrait Merlin Gerin puis la Télémécanique électrique, deux grands groupes industriels de fabrication de matériels électriques possédant chacun de très fortes cultures d'entreprises. C'est ce directeur financier, en accord avec son Président, qui mit à disposition de l'Académie, sous couvert d'un bail emphytéotique de 30 ans, le superbe bâtiment de la cour du manège du Château de la Verrerie. Au moment de son départ en retraite, le directeur juridique verrouilla pour dix ans l'aide de son groupe à l'Académie François Bourdon à travers un contrat de parrainage. Il nous avait alors expliqué qu'il choisissait ce mode de contrat car contrairement à un contrat de mécénat sa remise en cause était beaucoup plus complexe, même en cas de changement de politique du groupe. C'est aussi à travers une relation personnelle avec le président du groupe Framatome et son secrétaire général que Georges Charnet a obtenu du groupe Framatome le don d'un bâtiment au Creusot pour le stockage des archives ainsi que le versement annuel d'un mécénat important. C'est sur la base de la même relation d'amitiés qu'Usinor en la personne de son secrétaire général a mis à disposition de l'Académie les moyens financiers nécessaires pour assurer une année de salaire d'une archiviste professionnelle. Au-delà des relations particulières d'amitiés avec Georges Charnet, le point commun entre toutes ces personnalités, c'est leur conviction forte de l'importance de l'action de l'Académie François Bourdon dans la gestion et la valorisation des archives industrielles historiques et plus largement sur la nécessité que les entreprises s'investissent dans la sauvegarde, la gestion et la valorisation de leur patrimoine industriel.

Mais comme toute structure, les entreprises évoluent, les hommes changent. Du côté de Schneider Electric, Didier Pinneau Valenciennes cède sa place à Henri Lackmann, et André Roquefeuil, le directeur juridique du groupe, part à la retraite. Il en est de même chez Framatome : Philippe

Raulin, secrétaire général du groupe, qui avait pris parti contre la création du groupe Areva bénéficie d'un accord de départ anticipé. Du côté d'Usinor, François Labadens part aussi à la retraite et, comme pour Areva, le groupe évolue fortement pour devenir Arcelor puis aujourd'hui ArcelorMittal. Ce changement d'homme met à mal le réseau de soutien de l'Académie François Bourdon : cela se manifeste par une baisse importante du mécénat. En dehors de la société Schneider Electric qui nous a toujours soutenu, notamment grâce au contrat mis en place par l'ancien directeur juridique, le mécénat des industriels a parfois disparu ou chuté, comme celui d'Areva qui est passé de 45 000 euros par an (soit à peu près 10 % du budget de l'Académie François Bourdon) à 10 000 euros sans garantie de reconduction. Cette situation était prévisible et nous l'avons en partie anticipée. Georges Charnet avait conscience de fragilité de son réseau qui ne reposait que sur des relations trop personnelles et, de surcroît, il était arrivé à un âge où il fallait qu'il envisage de quitter la présidence de l'Académie François Bourdon.

## Les relations actuelles avec les milieux industriels

---

Pour éviter des turbulences financières qui auraient pu mettre en péril l'association, nous avons engagé une réflexion en partenariat étroit avec la société Schneider Electric, plus particulièrement le directeur immobilier corporate du groupe, Max Laffont, qui a pris le relais d'André Roquefeuil au sein de son groupe avec autant de conviction sur l'importance de la gestion du patrimoine historique. Très vite, il nous apparaît que le modèle économique est celui de Saint-Gobain archives. Pour assurer une relation et une visibilité pérenne vis-à-vis des industriels, nous mettons en place une prestation d'archivage intermédiaire. Un premier projet voit le jour : très ambitieux, il repose sur la création d'un centre d'archives commun Schneider Electric/Framatome, les deux plus importants partenaires historiques de l'Académie François Bourdon. Côté Schneider Electric, l'enthousiasme est grand : nous réalisons un programme pour un bâtiment neuf, la direction immobilière en dresse les plans, nous rencontrons le Maire du Creusot qui s'engage, si le projet voit le jour, à faciliter l'acquisition d'un terrain. Côté Framatome, l'enthousiasme est moins fort

car le groupe connaît quelques difficultés économiques. Mais ils ont un problème avec leurs archives, qui sont celles des centrales nucléaires. En tant que groupe publique, leurs archives étaient en partie entreposées aux Archives nationales à Fontainebleau : ces dernières, faute de place, n'en veulent plus. À plusieurs reprises, les Archives nationales ont adressé des lettres à Framatome demandant qu'ils prennent en charge directement la gestion de leurs archives. De ce fait, nous obtenons un accord de principe, mais Framatome ne souhaite pas s'engager à la hauteur de ce que nous avons envisagé : il nous fallait trouver un autre partenaire, ce qui ne nous semblait pas problématique. Nous n'avons pas eu le temps d'entreprendre une prospection car un élément nouveau est arrivé. Les Archives Nationales, que nous avons informées du projet, prennent une position que je ne m'explique toujours pas aujourd'hui : elles s'opposent au projet, rappelant à Framatome leurs prérogatives en tant qu'archives publiques.

Le projet est annulé, mais il nous a beaucoup servi. Côte Schneider Electric, le travail que nous avons fait a mis en lumière qu'une gestion d'archives optimale permet de réduire sensiblement les coûts. Par ailleurs, la conduite commune de ce projet a renforcé nos liens, avec le groupe. Côté Areva, la position des Archives nationales a placé le groupe dans une situation particulière vis-à-vis de nous, et, de ce fait, pour compenser son retrait la société Areva nous a mis à disposition, avec promesse de don, un nouveau bâtiment au Creusot pour nous permettre de mettre en place un service de gestion d'archives intermédiaires. Le bâtiment qu'ils nous ont offert est l'ancien bâtiment construit par Creusot-Loire dans les années 1970 pour la gestion de leurs archives creusotines.

Depuis 2004, nous avons mis en place notre centre d'archives intermédiaires à travers lequel nous offrons une prestation d'archivage pour les entreprises. À ce jour, ce centre génère environ un tiers du budget de notre association et au-delà il a permis de totalement changer et de renforcer nos relations avec les industriels. D'abord, et je crois que c'est un élément important, nous avons changé l'image de l'Académie : d'une association d'anciens férus de l'histoire industrielle du Creusot, nous sommes reconnus pour notre professionnalisme. Par ailleurs, grâce à notre statut associatif et la mission première qui est la notre de gestion et de valorisation du patrimoine archivistique de l'industrie, nous ne sommes pas qu'un simple prestataire : une des raisons importantes qui fait que « nos clients » nous confient la gestion de leurs archives intermédiaires est qu'ils savent

qu'après le temps de l'intermédiaire, une partie sera « patrimonialisée », et c'est important pour eux. Au point que, pour cette activité de gestion historique, nous avons réussi à obtenir de certains de nos clients du mécénat.

Est-ce-que cela va durer ? Je ne peux pas l'affirmer car cela repose sur des compétences et qu'il va falloir que l'Académie François Bourdon sache les renouveler. Si c'est le cas, je suis convaincu que ce système mixte est la condition de notre pérennité car notre association ne coûte cher à personne au regard de ce que nous apportons, ni aux collectivités qui nous subventionnent, ni aux industriels.

*Yvan KHARABA*

*Directeur de l'Académie François Bourdon*